


Examen au cas par cas

 GOUVERNEMENT <i>Liberté Égalité Fraternité</i>	Examen au cas par cas réalisé par la personne publique responsable en application des articles R. 104-33 à R. 104-37 du code de l'urbanisme pour un plan local d'urbanisme
	Demande d'avis conforme à l'autorité environnementale sur l'absence de nécessité de réaliser une évaluation environnementale
	Articles R. 104-33 à R. 104-37 du code de l'urbanisme

***En cas d'avis tacite, le formulaire sera publié sur le site Internet de l'autorité
environnementale***

Avant de remplir cette demande, lire attentivement la notice explicative.

*Votre attention est appelée sur le fait que les réponses apportées dans les cases de ce
formulaire constituent des éléments particuliers sur lesquels votre analyse prendra appui,
mais ils ne constituent pas l'analyse qui est à développer (rubrique 6)*

Cadre réservé à l'autorité environnementale		
Date de réception :	Date de demande de pièces complémentaires :	N° d'enregistrement

1. Identification de la personne publique responsable
Dénomination
Mairie de Saint-Laurent d'Agnay
SIRET/SIREN
21690219700013 / 216902197
Coordonnées (adresse, téléphone, courriel)
Mairie 28, Route de Mornant 69 440 Saint-Laurent d'Agnay Tel: 04 78 48 75 30 / mail: mairie@stlaurentdagny.fr
Nom, prénom et qualité de la personne physique habilitée à représenter la personne publique responsable
Monsieur BREUZIN Fabien- Maire
Nom, prénom et qualité de la personne physique ressource (service technique, bureau d'étude, etc.)
Gérard PORTAL – atelier de l'aRue

Examen au cas par cas

2. Identification du PLU
2.1 Type de document concerné (PLU, PLU(i))
PLU
2.2 Intitulé du document
PLU de Saint-Laurent d'Agnay
2.3 Le cas échéant, la date d'approbation et l'adresse du site Internet qui permet de prendre connaissance du document
Document approuvé le 15 Avril 2013 Disponible sur le Geoportail de l'Urbanisme
2.4 Territoire (commune(s) ou EPCI) couvert par le PLU
Saint-Laurent d'Agnay
2.5 Secteurs du territoire concernés par la procédure de révision, de modification ou de mise en compatibilité du PLU (matérialiser la localisation sur un document graphique)
La présente modification concerne la seule augmentation de la hauteur autorisée des constructions de 9 m à 10 m maximum, sur le secteur situé en zone urbaine Ub du PLU et dans l'OAP de Pré Lacour - Se reporter au document 2-1 OAP

3. Contexte de la planification
3.1 Documents de rang supérieur et documents applicables
Le territoire est-il couvert par un document de planification régionale (SAR, SDRIF, PADDUC, SRADDET) ?
<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non
Si oui, nom du document et date d'approbation :
SRADDET Approuvé par arrêté du préfet de région le 10 avril 2020
Le territoire est-il couvert par un SCoT ?
<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non
Si oui, nom du SCoT et date d'approbation :
SCoT de l'Ouest lyonnais approuvé le 02/02/2011
Le territoire est-il couvert par d'autres types de documents exprimant une politique sectorielle (schéma d'aménagement et de gestion des eaux, plan de gestion des risques d'inondation, charte de parc naturel, PCAET, etc.) ?
- SDAGE 2022-2027 du bassin Rhône-Méditerranée - Le PPRNi du Garon

Examen au cas par cas

3.2 Précédentes évaluations environnementales du PLU

Le PLU a fait l'objet d'une évaluation environnementale lors de son élaboration

☐ Oui

☒ Non

Si oui, préciser la date de l'avis de l'AE sur l'évaluation environnementale

Si non, préciser, le cas échéant, la date de la décision issue de l'examen au cas par cas concluant à l'absence de nécessité de réaliser une évaluation environnementale

Le PLU a fait l'objet de **5 procédures** d'évolutions non soumises à évaluation environnementale :

- **La modification n° 1**, approuvée le 4 juin 2018, avait pour objet de maîtriser l'évolution de la construction sur le centre bourg par une adaptation du règlement. Elle concernait les zones Urbaines et n'a pas fait l'objet d'une saisine.
- **La modification n° 2**, approuvée le 8 Avril 2019, permettait par un classement Ui 2 et une OAP d'accompagner un projet d'accueil d'une nouvelle entreprise sur un secteur classé en zone AUi du PLU et en extension de la ZA des Platières. Elle a fait l'objet d'une saisine et d'une décision en date du 23 janvier 2019 de la MRAE, concluant à l'absence de nécessité de réaliser une évaluation environnementale.
- **La modification n° 3**, approuvée le 7 Octobre 2019, revoyait les principes d'aménagement (OAP) sur les **deux secteurs de Pré Lacour et de l'Impasse de la Matazine**. Elle concernait la zone urbaine Ua et n'a pas fait l'objet d'une saisine.
- **La modification n° 4**, approuvée le 4 Avril 2022, permettait un projet de bureaux et de services associés, favorisant le maintien et la création d'emplois en centre bourg. Elle a fait l'objet d'une saisine de la MRAE et la décision du 8 février 2022 concluait à l'absence de nécessité de réaliser une évaluation environnementale.
- **La modification n° 5**, approuvée le 3 Avril 2023 a permis la création d'un zonage de type Ui, afin de favoriser l'accueil de plusieurs entreprises d'une part et d'encadrer d'une manière plus stricte les possibilités d'extension en zones N et Nh d'autre part. Elle a fait l'objet d'une saisine de la MRAE dont la décision du 1 février 2023 concluait à l'absence de nécessité de réaliser une évaluation environnementale.

A noter qu'une mise en compatibilité du PLU, approuvée le 10 Février 2020, faisait suite à la Déclaration de Projet pour l'extension de la ZA des Platières, menée par la COPAMO sur les communes de Mornant, Saint-Laurent d'Agny et Beauvallon (sur le périmètre de Chassagny). Cette procédure a fait l'objet d'une évaluation environnementale à la demande de la MRAE en date du 10 avril 2019.

Si cette évaluation environnementale a été réalisée, a-t-elle été actualisée ?

☐ Oui

☒ Non

Si oui, préciser la date de l'actualisation

Comment l'avis de l'autorité environnementale relatif à cette évaluation environnementale ou son actualisation a été pris en compte ? Expliquer les conséquences sur la procédure actuelle

Sans objet

Depuis l'évaluation environnementale initiale, ou sa dernière actualisation, le PLU a fait l'objet d'une procédure d'évolution qui n'a pas fait l'objet d'évaluation environnementale

☐ Oui

☒ Non

Si oui, préciser sa date d'approbation et son objet

4. Type de procédure engagée et objectifs de la procédure donnant lieu à la saisine
4.1 Type de procédure (révision, modification, mise en compatibilité) et fondement juridique
Modification de droit commun n°6 du PLU avec enquête publique
4.2 Caractéristiques générales du territoire couvert par le PLU
4.2.1 Population concernée par le document, d'après le dernier recensement de la population (données INSEE)
2132 habitants en 2021 pour 2111 habitants en 2010

4.2.2 Caractéristiques spatiales				
Superficie totale (en hectares)	1065,02 hectares			
Superficie par zones	Actuellement		Après évolution	
	Superficie (en ha)	Pourcentage de la superficie du territoire	Superficie (en ha)	Pourcentage de superficie du territoire
zones U	111,61	10,5 %	111,61	10,5 %
zones 1 AU	7,91	0,74%	7,91	0,74%
zones 2 AU	8,21	0,76%	8,21	0,76%
zones A	539,02	50,6%	539,02	50,6 %
zones N	398,27	37,4 %	398,27	37,4 %
Total	1065,02 hectares	100 %	1065,02 hectares	100 %
4.2.3 Rappel des objectifs chiffrés de modération de la consommation de l'espace et de lutte contre l'étalement urbain fixés par le projet d'aménagement et de développement durables (PADD).				
Le PADD propose de protéger les espaces naturels et agricoles, ce qui a conduit à une diminution de 11 hectares des zones constructibles, reclassées en zones Naturelles et agricoles.				
4.3 Caractéristiques de la procédure				
4.3.1 Contenu et objectifs de la procédure				
<p>Depuis des années, Saint-Laurent d'Agny connaît un ralentissement de son évolution démographique et du rythme de la construction de logements.</p> <p>Il en ressort des résultats en dessous des objectifs affichés par le PADD du PLU ainsi que ceux du SCoT de l'Ouest lyonnais et du PLH de la COPAMO.</p> <p>Par ailleurs, la production de logements sociaux est insuffisante pour répondre aux besoins du territoire.</p> <p>Aujourd'hui, la collectivité souhaite relancer la dynamique démographique et diversifier son offre de logements.</p> <p>Il s'agit en conséquence d'accompagner un projet de construction qui constitue une première phase dans la réalisation de l'Orientation d'Aménagement et de Programmation (OAP) sur le secteur de Pré Lacour, élaborée lors de la modification n° 3 du PLU.</p>				

Examen au cas par cas

Ce projet s'oriente vers une opération avec du **Bail Réel Solidaire (BRS)**. Il nécessite d'augmenter la hauteur autorisée des constructions de **1 m**, afin d'améliorer la faisabilité financière de l'opération dans un contexte économique devenu difficile. La hauteur maximum autorisée passe donc de **9 à 10 mètres**, soit de RDC+1+Combles à RDC+2 niveaux.

C'est la seule évolution proposée de l'OAP de Pré Lacour dans le cadre de la présente procédure.

Elle **ne modifie pas** les orientations du PADD, ni ne réduit un espace boisé, une zone agricole ou naturelle ou une protection édictée en raison des risques de nuisance, de la qualité des sites, du paysage et des milieux naturels, ni comporte de graves risques de nuisance.

4.3.2 La procédure a pour objet d'ouvrir une ou des zones à l'urbanisation ou de pouvoir autoriser des constructions

☐ Oui

☒ **Non**

Si oui, préciser la localisation et la superficie

Les incidences sur l'environnement de cette ouverture à l'urbanisation, ainsi que les incidences au regard des objectifs de conservation d'un site Natura 2000 ou, pour les territoires ultra-marins, au regard des objectifs de conservation des espaces nécessaires aux fonctionnalités écologiques ont-elles été analysées dans l'évaluation environnementale initiale ou dans sa version actualisée ?

☐ Oui

☒ **Non, sans objet**

Si oui, préciser les pages de l'évaluation environnementale initiale ou de son actualisation et l'adresse du site internet qui permet de prendre connaissance du document

4.3.3 La procédure a pour objet ou pour effet d'augmenter la densité de certains secteurs

☒ **Oui**

☐ Non

Si oui, préciser la localisation et la superficie

En augmentant la hauteur maximum des constructions de **9 m à 10 m**, la procédure a pour incidence de favoriser une densification du bâti sur le périmètre de l'OAP de Pré Lacour uniquement, d'une superficie de **1,26 hectare** environ. Ce secteur est classé en zone Ub du PLU.

4.3.4 La procédure a pour objet :

- de créer un espace boisé classé

☐ Oui

☒ **Non**

Si oui, préciser la localisation et la superficie

- de déclasser un espace boisé classé

☐ Oui

☒ **Non**

Si oui, préciser la localisation et la superficie

Examen au cas par cas

- de classer de nouveaux espaces agricoles, naturels ou forestiers <input type="checkbox"/> Oui X Non
Si oui, préciser la localisation et les superficies
- de déclasser un espace agricole, naturel ou forestier <input type="checkbox"/> Oui X Non
Si oui, préciser la localisation et les superficies
- de créer de nouvelles protections environnementales <input type="checkbox"/> Oui X Non
Si oui, préciser les protections et leurs superficies
- de supprimer une protection édictée en raison des risques de nuisance, qualité des sites, paysages, milieux naturels <input type="checkbox"/> Oui X Non
Si oui, préciser les protections et leurs superficies
4.4 Mise en compatibilité du PLU dans le cadre d'une déclaration de projet
- Description de l'opération ou du projet nécessitant la mise en compatibilité et indications des éléments devant être mis en compatibilité avec le projet
Sans objet
- Le projet concerné par la mise en compatibilité est soumis à évaluation environnementale : <input type="checkbox"/> Oui X Non. Sans objet
Si oui, préciser l'adresse du site internet qui permet de prendre connaissance de la décision issue de l'examen au cas par cas ou de l'étude d'impact du projet concerné par la mise en compatibilité
4.5 Mise en compatibilité du PLU dans le cadre d'une procédure intégrée (L. 300-6-1)
- Description de l'opération ou du projet nécessitant la mise en compatibilité et indications des éléments devant être mis en compatibilité avec le projet
- Le projet concerné par la mise en compatibilité est soumis à évaluation environnementale : <input type="checkbox"/> Oui X Non. Sans objet
Si oui, préciser l'adresse du site internet qui permet de prendre connaissance de la décision issue de l'examen au cas par cas ou de l'étude d'impact du projet concerné par la mise en compatibilité
Non. Sans objet

Examen au cas par cas

4.6 Mise en compatibilité du PLU avec un document supérieur

- Document(s) avec le(s)quel(s) le PLU est mis en compatibilité : parmi les documents listés à la **rubrique 3.1**, intitulé du document, date d'approbation et l'adresse du site internet qui permet de prendre connaissance du document

Sans objet

- Motif pour lequel le PLU est mis en compatibilité

Sans objet

4.7 La procédure a des effets au-delà des frontières nationales

☐ Oui

X Non

Si oui, préciser les effets

5. Sensibilité environnementale du territoire concerné par la procédure

5.1 Le plan local d'urbanisme est concerné par :

	Oui	Non	Si oui, précisez
Les dispositions de la loi montagne	<input type="checkbox"/>	x	
Les dispositions de la loi littoral	<input type="checkbox"/>	x	
Un site désigné Natura 2000 en application de l'article L. 414-1 du code de l'environnement (ZICO, ZPS, ZSC)	<input type="checkbox"/>	x	
Un cœur de parc national délimité en application de l'article L. 331-2 du code de l'environnement	<input type="checkbox"/>	x	
Une réserve naturelle ou un périmètre de protection autour d'une réserve institués en application, respectivement, des articles L. 332-1 et L. 332-16 du code de l'environnement	<input type="checkbox"/>	x	
Un site inscrit ou classé en application des articles L. 341-1 et L. 341-2 du code de l'environnement	<input type="checkbox"/>	x	
Un plan de prévention des risques technologiques prévu à l'article L. 515-15 du code de l'environnement	<input type="checkbox"/>	x	
Un plan de prévention des risques naturels prévisibles prévu à l'article L. 562-1 du code de l'environnement	x	<input type="checkbox"/>	Le PPRni du Garon, mais en zone blanche

Examen au cas par cas

	Oui	Non	Si oui, précisez
Un périmètre des servitudes relatives aux installations classées pour la protection de l'environnement instituées en application de l'article L. 515-8 du code de l'environnement	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	
Un périmètre des servitudes sur des terrains pollués, sur l'emprise des sites de stockage de déchets, sur l'emprise d'anciennes carrières ou dans le voisinage d'un site de stockage géologique de dioxyde de carbone instituées en application de l'article L. 515-12 du code de l'environnement	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	
Un plan de prévention des risques miniers prévus à l'article L. 174-5 du code minier	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	
Un site patrimonial remarquable créé en application des articles L. 631-1 et L. 632-2 du code du patrimoine	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	
Des abords des monuments historiques prévus aux articles L. 621-30 et L. 621-31 du code du patrimoine	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	Clas. M.H. du 17/08/1945. CHAPELLE SAINT VINCENT à Saint-Laurent d'Agnay.
Une zone humide prévue à l'article L. 211-1 du code de l'environnement	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	La zone humide de Moron caractérisée par le CENRA en 2012
Une trame verte et bleue prévue à l'article L. 371-1 du code de l'environnement (préciser réservoir de biodiversité et/ou corridor écologique)	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	Un corridor écologique s'établit le long du ru de Moron qui alimente l'Etang neuf sur la commune de Montagny, intégrant la zone humide en limite (Etude CENRA)
Une ZNIEFF (préciser type I ou II) prévue à l'article L. 411-1 A du code de l'environnement	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	ZNIEFF de type 1 : « Plateau de Berthoud » ZNIEFF de type 2 : le Plateau Mornantais
Un espace naturel sensible prévu à l'article L. 113-8 du code de l'urbanisme	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	l'ENS n° 48, Landes de Montagny, bocage de Berthoud, prairies landes de la Pyramide.
Un espace concerné par : - un arrêté de protection de biotope prévu à l'article R. 411-15 du code de l'environnement ; - un arrêté le listant comme un site d'intérêt géologique prévu à l'article R. 411-17-1 du même code ; - un arrêté le listant comme une zone prioritaire pour la biodiversité prévue à l'article R. 411-17-3 du même code	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	

Examen au cas par cas

	Oui	Non	Si oui, précisez
Un espace boisé classé prévu à l'article L. 113-1 du code de l'urbanisme, une forêt de protection prévue à l'article L. 141-1 du code forestier	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	Le PLU a créé des EBC sur 97 hectares, mais la présente modification n'impacte pas ces espaces
Autre protection	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	
5.2 Le ou les secteurs qui font l'objet de la procédure donnant lieu à la saisine sont concernés par :			
	Oui	Non	Si oui, précisez
Les dispositions de la loi montagne	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	
Les dispositions de la loi littoral	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	
Un plan de prévention des risques technologiques prévu à l'article L. 515-15 du code de l'environnement	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	
Un plan de prévention des risques naturels prévisibles prévu à l'article L. 562-1 du code de l'environnement	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	Le PPRni du Garon, mais le site est en zone blanche
Un périmètre des servitudes relatives aux installations classées pour la protection de l'environnement instituées en application de l'article L. 515-8 du code de l'environnement	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	
Un périmètre des servitudes sur des terrains pollués, sur l'emprise des sites de stockage de déchets, sur l'emprise d'anciennes carrières ou dans le voisinage d'un site de stockage géologique de dioxyde de carbone instituées en application de l'article L. 515-12 du code de l'environnement	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	
Un plan de prévention des risques miniers prévus à l'article L. 174-5 du code minier	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	
Autre protection	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	

Examen au cas par cas

5.3 Le ou les secteurs qui font l'objet de la procédure donnant lieu à la saisine se situent dans ou à proximité :			
	Oui	Non	Lequel et à quelle distance ?
D'un site désigné Natura 2000 en application de l'article L. 414-1 du code de l'environnement (ZICO, ZPS, ZSC)	<input type="checkbox"/>	x	
D'un cœur de parc national délimité en application de l'article L. 331-2 du code de l'environnement	<input type="checkbox"/>	x	
D'une réserve naturelle ou un périmètre de protection autour d'une réserve institués en application, respectivement, de l'article L. 332-1 et des articles L. 332-16 à L. 332-18 du code de l'environnement	<input type="checkbox"/>	x	
D'un site inscrit ou classé en application des articles L. 341-1 et L. 341-2 du code de l'environnement	<input type="checkbox"/>	x	
D'un site patrimonial remarquable créé en application des articles L. 631-1 et L. 632-2 du code du patrimoine	<input type="checkbox"/>	x	
D'un abord des monuments historiques prévus aux articles L. 621-30 et L. 621-31 du code du patrimoine	<input type="checkbox"/>	x	
D'une zone humide prévue à l'article L. 211-1 du code de l'environnement	<input type="checkbox"/>	x	
D'une trame verte et bleue prévue à l'article L. 371-1 du code de l'environnement (préciser réservoir de biodiversité et/ou corridor écologique)	<input type="checkbox"/>	x	
D'une ZNIEFF (préciser type I ou II) prévue à l'article L. 411-1 A du code de l'environnement	<input type="checkbox"/>	x	La ZNIEFF de type 2, N° 6915 : le Plateau Mornantais
D'un espace naturel sensible prévu à l'article L. 113-8 du code de l'urbanisme	<input type="checkbox"/>	x	L'ENS n° 48, Landes de Montagny, bocage de Berthoud, prairies landes de la Pyramide.
D'un espace concerné par : - un arrêté de protection de biotope prévu à l'article R. 411-15 du code de l'environnement ; - un arrêté le listant comme un site d'intérêt géologique prévu à l'article R. 411-17-1 du même code ; - un arrêté le listant comme une zone prioritaire pour la biodiversité prévue à l'article R. 411-17-3 du même code	<input type="checkbox"/>	x	Un Arrêté Préfectoral de Protection de Biotope (APPB) concerne les Landes de Montagny

Examen au cas par cas

	Oui	Non	Si oui, précisez
D'un espace boisé classé prévu à l'article L. 113-1 du code de l'urbanisme, une forêt de protection prévue à l'article L. 141-1 du code forestier	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	
D'un secteur délimité par le plan local d'urbanisme en application de l'article L. 151-19 du code de l'urbanisme	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	
D'un secteur délimité par le plan local d'urbanisme en application de l'article L. 151-23 du code de l'urbanisme	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	
Autre protection	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	
5.4 Des constructions à usage d'habitation ou des établissements recevant du public sont-ils prévus dans des zones de nuisances (nuisances sonores, qualité de l'air, pollution des sols, etc.) ?			
<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non			
Si oui, précisez :			

6. Auto-évaluation

L'auto-évaluation doit **identifier** les effets potentiels de la procédure qui fait l'objet du présent formulaire compte-tenu de sa nature, de sa localisation – c'est-à-dire en prenant en compte la sensibilité du territoire concerné - et **expliquer** pourquoi la procédure concernée n'est pas susceptible d'avoir des incidences notables sur l'environnement.

Se reporter à la rubrique 6 de la notice explicative pour le détail de la démarche permettant l'auto-évaluation. Fournir une note détaillée en annexe (cf. point 8).

Rappelons d'abord que **tout projet d'aménagement ou de construction** a un effet sur l'environnement, directement ou indirectement :

- **Sur le site concerné par les travaux générés**, en modifiant la nature du sol (morphologie, imperméabilisation, écoulement des eaux pluviales, ...), la faune et la flore.
- **Par les ressources naturelles et l'énergie** nécessaires pour les réaliser
- **Les déplacements induits** (matières, personnes et marchandises)
- **Par les pollutions** (sonores, de l'air, des sols, ...)

Toutefois, **cet impact est relatif et s'évalue** en fonction de la nature des territoires concernés, par l'importance et l'objet des projets (emprise, flux généré, ...), la valeur naturaliste ou agricole du site et la présence d'équipements (accès, réseaux, transport).

La présente **modification n° 6 du PLU** porte en ce sens uniquement sur une augmentation de la hauteur autorisée des constructions de **1 mètre sur un périmètre de 1,26 hectare, déjà classé par ailleurs en zone Ub du PLU**.

Comme le montre l'analyse faite dans le cadre du **Formulaire d'auto évaluation joint en Annexe 6** de la présente saisine, il n'y a pas d'impact significatif sur l'environnement.

Examen au cas par cas

7. Autres procédures consultatives
7.1 Date prévisionnelle de transmission du projet aux personnes publiques associées
Octobre 2024
7.2 Autres consultations envisagées (consultations obligatoires et facultatives)
7.3 Procédure de participation du public envisagée
- enquête publique <input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non
- participation du public par voie électronique <input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non
- enquête publique unique organisée avec une ou plusieurs autres procédures <input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non
Si oui, préciser lesquelles
- autre, préciser les modalités

Examen au cas par cas

8. Annexes

8.1 Annexes obligatoires

1	Dossier de modification du PLU (comprenant notamment, le cas échéant, l'exposé des motifs des changements apportés)	x
2	Documents graphiques matérialisant la localisation des secteurs du territoire concernés par la procédure soumise à l'avis de l'autorité environnementale et comportant des zooms qui permettent de localiser et identifier les secteurs avant et après mise en œuvre des opérations	x
3	L'auto-évaluation	x
4	Version dématérialisée du document mentionné dans les rubriques 2.3, 4.3.2, 4.4, 4.5 et 4.6 lorsqu'il n'est pas consultable sur un site <i>Internet</i>	x

8.2 Autres annexes volontairement transmises par le déposant

Veillez préciser les annexes jointes au présent formulaire, ainsi que les rubriques auxquelles elles se rattachent

- Le rapport de présentation de la modification n° 6 du PLU concerne toutes les rubriques et notamment la localisation et l'environnement du site et la modification apportée au PLU.
- Le PADD explique en quoi le PLU a permis une réduction de la consommation des espaces agricoles et naturels depuis son approbation

9. Engagement et signature

Je certifie sur l'honneur l'exactitude des renseignements ci-dessus

(personne publique responsable)

Fait à	Saint-Laurent d'Agnay	le,	27 Septembre 2024
Nom	Breuzin	Prénom	Fabien
Qualité	Maire		

Signature

